

Sacrifier les salariés et leurs acquis ?

Nous revendiquons notre désaccord !

La négociation portant sur l'avenir des Activités Sociales s'oriente vers des choix que nous avons très rapidement désapprouvés. Constatant rapidement que certaines orientations étaient débattues en comité restreint dans l'antichambre des instances, notre fédération a communiqué sur son opposition à la mise à mal des activités sociales et au sort visant les salariés.

Dans un second temps, lorsque s'est avéré que seule FO Énergie et Mines s'opposait à cette stratégie inquiétante et se souciait de l'équation en cours d'élaboration, nous avons décidé de faire savoir le plus clairement possible que nous ne cautionnerions pas la braderie programmée.

Ainsi, après avoir démocratiquement débattu en nos instances, en respect de nos fondamentaux, nous avons pris la décision de quitter ce simulacre de négociation dont les orientations ne pouvaient être acceptables pour une organisation syndicale attachée à la défense des salariés et de leurs acquis.

Nous avons déjà communiqué sur ces éléments qu'il nous est impossible de cautionner, que le courrier ci-joint, adressé aux employeurs, développe et précise de nouveau.

En l'occurrence, la plupart de ces conséquences à venir découlent fort logiquement des modalités de financement que semblent accepter les partenaires restés en négociation.

Comment imaginer que cette équation reste viable quand le nombre d'entreprises participant au financement diminue ?

Comment accepter que la masse salariale, alors que toutes les entreprises visent à supprimer des emplois, à ne pas remplacer les départs, puisse être un élément viable pour ce calcul ?

Les mesures annoncées qui toucheraient donc les personnels, la restauration, les moyens de fonctionnement de la CCAS seraient ainsi les conséquences logiques d'un financement bricolé.

Si le fatalisme l'emporte sur la détermination, ce n'est certainement pas dans les rangs de FO Énergie et Mines.

Nous appelons donc les salariés des IEG, et particulièrement ceux de la CCAS, à s'opposer à cette Commedia dell'arte.

Il est encore temps de sauver nos activités sociales.